

# Lettre ouverte de chefs d'édition : les plombs ont sauté

« Nous ressentons au sein de nos équipes rédactionnelles la volonté de nombre de journalistes de s'engager en faveur du projet présenté par la direction et la rédaction en chef... »

Ainsi certains chefs d'édition de *La Voix du Nord* ont-ils cru bon de profiter de ce fameux 14 décembre 2011, présenté encore tout récemment par Jacques Hardoin comme la date où le carrosse rédactionnel de notre journal risquait de se transformer en citrouille, pour parler au nom de leur équipe et les engager, avec sérénité écrivent-ils, dans le projet numérique et dans celui de réorganisation des rédactions de *La Voix du Nord*, de *Nord éclair* et de *Direct Lille Plus*.

Singulière façon de faire. Méthode qui, si elle a à un moment été pensée pour rassembler

derrière un projet, présente déjà l'évident constat que pour fédérer il faut donner, qui plus est à des journalistes, autre chose que le seul argument qu'il n'existe pas d'autres futurs.

## **De mauvais magiciens**

Méthode qui par ailleurs contrevient à la loi de 1968. En permettant aux organisations syndicales d'intégrer l'entreprise, elle leur confère le « monopole » de la négociation au sein de celle-ci. Et ce n'est pas la loi du 20 août 2008, modifiant la représentativité des syndicats, qui y a changé quoi que ce soit. Peut-être faut-il donner un Code du travail à certains chefs... en cadeau de Noël ?

« Vous ne serez pas obligés de faire de la vidéo » ; « Vous ne serez pas obligés de faire de

bonnes vidéos » ; si hebdomadaires il doit y avoir ce sera une resucée de ce qui existe déjà ; du contenu on n'a pas forcément les moyens d'en produire... La magie de Noël n'y fera rien. Le trait n'est ici malheureusement pas forcé. Des chefs d'édition de *La Voix du Nord* peuvent agiter un chiffon rouge, les organisations syndicales continuent de penser qu'aller vers le numérique nécessite des moyens humains. Faire pour dire de faire n'a jamais rien rapporté et encore moins quinze millions d'euros. L'intersyndicale ne joue pas la carte de l'immobilisme. Elle veut avancer avec des effectifs en capacité de garantir des conditions de travail, supportables pour certains, acceptables pour d'autres.

